

REPUBLICQUE DU BENIN

= \*-\*-\*-\*-\*-\*-\*=-

MINISTRE D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA  
RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MECESRS)

= \*-\*-\*-\*-\*-\*-\*=-



UNIVERSITE D'ABOMEY- CALAVI (UAC)



\*-\*-\*-\*-\*-\*-\*=-

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)

= \*-\*-\*-\*-\*-\*-\*=-

Mémoire réalisé en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de  
**LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES**

Option : Economie

Spécialité : Economie-Appiquée

**THEME**

**ANALYSE DE L'OUVERTURE COMMERCIALE ET LA  
REDUCTION DE LA PAUVRETE AU BENIN**

*Réalisé par :*

ADJOVI Idelphonse

ABIOLA Moise

Directeur de Mémoire:

Yves Yao SOGLO  
Enseignant à la FASEG

Année académique 2015-2016

2<sup>ere</sup> promotion

**AVERTISSEMENT**

*La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey- Calavi n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

## DEDICACES

### DEDICACE 1

Je dédie ce travail à:

- ✚ mon père Ferdinand ADJOVI
- ✚ ma mère Valérie AGLIGO

**Idelphonse ADJOVI**

### DEDICACE 2

Je dédie ce travail à:

- ✚ Mon père ABIOLA Julien
- ✚ Ma mère HOUNGBEDJI Bernadette

**Moïse G. ABIOLA**

## REMERCIEMENTS

Le remerciement est le témoignage vivant d'une satisfaction profondément éprouvée. C'est l'aveu d'une gratitude infinie. Et cet aveu nous le faisons:

- Au Professeur Charlemagne Babatundé IGUE, Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- Au Docteur Théophile WOTO, Vice-Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion ;
- Au Docteur Yves Yao SOGLO, enseignant à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion qui a accepté diriger ce travail. Votre savoir, votre rigueur scientifique, votre simplicité et votre dévouement font de vous un maître prestigieux et respecté.
- A Monsieur Justin CLOHOUNTO, qui nous a témoigné d'une disponibilité inattendue, qui tout au long des recherches s'est employé à nous inculquer la rigueur dans l'analyse, la clarté et la concision dans la présentation. Qu'il accepte ici l'expression de notre sincère gratitude;
- Aux honorables membres du jury, c'est un honneur que vous nous faites en acceptant d'apprécier ce travail. Nous restons persuader que vos critiques et suggestions ne feront que l'enrichir ;
- Aux différents enseignants de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion et de tous ceux qui sont intervenus dans notre formation

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ADF	: Augmente dickey-fuller
BCAO	: Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest
BM	: Banque Mondiale
DGAE	: Direction Générale des Affaires Economiques
FMI	: Fond Monétaire International
IDH	: Indice Développement Humain
IPC	: Indice de Perception de la Corruption
IPH	: Indice de Pauvreté Humain
INSAE	: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
INV	: Investissement
MEF	: Ministère de l'Economie et des Affaires
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PIB	: Produit Intérieur Brut
PMA	: Pays Moins Avancés
PNB	: Produit National Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PVD	: Taux d'Ouverture
RNH	: Revenu National Humain
SCRIP	: Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté
TO	: Taux d'Ouverture
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VA	: Valeur Ajoutée

## LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

### A/ LISTE DES TABLEAUX

<b>Tableau 1:</b> Présentation des résultats du test ADF en niveau sur les variables .....	25
<b>Tableau 2:</b> Présentation des résultats du test ADF en différence première .....	25
<b>Tableau 3:</b> Présentation des résultats d'estimation du modèle(2) de long terme.....	26
<b>Tableau 4:</b> Présentation des résultats d'estimation du modèle .....	28

### B/ LISTE DES GRAPHIQUES

<b>Graphique 1 :</b> Evolution de l'indice de développement humain.....	21
<b>Graphique 2 :</b> Taux d'ouverture commerciale .....	22
<b>Graphique 3 :</b> Evolution de l'investissement .....	23
<b>Graphique 4 :</b> Evolution de l'indice de perception de la corruption .....	23
<b>Graphique 5 :</b> Evolution de revenu nationale par habitant .....	24

## SOMMAIRE

AVERTISSEMENT .....	1
DEDICACES .....	2
REMERCIEMENTS .....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES .....	5
SOMMAIRE .....	6
Résumé .....	i
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE .....	3
Section 1 : Cadre théorique de l'étude.....	3
Section 2 : La méthodologie de recherche.....	15
CHAPITRE 2 : PRESENTATION, ANALYSE, L'INTERPRETATION ET RECOMMANDATION .....	21
Section 1 : Analyse descriptive et présentation des variables de l'étude .....	21
Section 2 : Validation des hypothèses et Recommandations.....	31
A. Validation des hypothèses.....	31
B. RECOMMADATIONS.....	31
CONCLUSION.....	32
Références bibliographiques .....	34
TABLE DES MATIERSE .....	36
ANNEXE .....	35

## Résumé

Cette étude consiste à l'analyse de l'ouverture commerciale et réduction de la pauvreté au Bénin. Pour y parvenir nous nous sommes fixés deux objectifs : évaluer l'effet des investissements directs étrangers entrant nets la réduction de la pauvreté au Bénin et mesurer l'effet du taux d'ouverture commerciale sur le niveau de pauvreté au Bénin. Les informations recueillies sont les données statistiques relatives à de différentes variables, en série temporelle comprises entre 1985 et 2015.

L'estimation du modèle est faite par la méthode des moindres carrés ordinaire (MCO) au moyen du logiciel EVIEWS version 7. Les principaux résultats que nous avons obtenus révèlent qu'à long terme il ressort que le taux d'ouverture, l'investissement, l'indice de perception de la corruption et le revenu national par habitant influencent significativement et positivement l'Indice de Développement Humain (IDH) sauf l'indice de perception de la corruption. Il est constaté également qu'à court terme une augmentation des investissements de 1% entraîne une augmentation de 0.072% de l'IDH.

Enfin, il est évident que l'ouverture commerciale est un élément de politique économique qui n'est efficace que s'il s'accompagne de mécanisme institutionnel adéquat et efficient pour réduire la pauvreté.

**Mot clés**: Bénin; ouverture; pauvreté; commerciale

## INTRODUCTION

Les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène (Lachaud, 2000). Il devient alors possible depuis les années 90 de combiner la nouvelle théorie du commerce international et celle de la croissance endogène. L'impact de l'ouverture passe par les ménages et les marchés. Dans la mesure où la majorité des pauvres dans les PED sont des entrepreneurs individuels (que ce soit dans l'agriculture ou le secteur informel non agricole). Les analyses micro-économiques dans ce domaine évaluent l'impact de l'ouverture sur les prix et les quantités affectant l'équilibre budgétaire des ménages (en tant que consommateurs et producteurs) ; la baisse des droits de douane sur une denrée alimentaire de base peut par exemple affecter de manière inverse les paysans qui subissent une baisse de leurs prix de production et les consommateurs urbains qui bénéficient au contraire de cette baisse (Fitoussi, 2004).

Depuis longtemps, la réforme du régime commercial compte parmi les politiques mises en œuvre pour favoriser l'efficacité de l'économie, le développement de nouveaux marchés et la croissance. Pourtant, après plus de cinquante ans de négociations commerciales, l'économie mondiale est encore entravée par des barrières importantes dont la suppression pourrait sans doute profiter à tous (Godfry et Camou, 2013). Les restrictions perdurent, car elles sont un moyen commode et opaque pour les États d'avantager économiquement certains groupes.

L'ensemble des mesures de la pauvreté est arbitraire : on ne prend souvent en compte que les revenus monétaires, on fait fi des différents mécanismes de solidarité non marchands, on ignore la subjectivité des individus qui peuvent se sentir pauvres pour de toutes autres raisons comme celle de ne pouvoir faire face à leurs obligations telles qu'elles sont plus ou moins transmises par les codes de valeurs hérités.

L'accélération de la croissance joue positivement sur le niveau de pauvreté, à moins que les inégalités s'accroissent très fortement. Dans la littérature économique, l'ouverture est très souvent présentée comme un facteur accélérant la croissance économique. Derrière l'expression « ouverture » se cache très souvent le souhait, si ce n'est l'obligation lors des négociations avec le Fonds Monétaire International ou avec l'Organisation Mondiale du Commerce, que celle-ci soit l'effet d'une politique de libre-échange. Mais l'ouverture peut aussi être le produit d'une politique économique visant à la contrôler, mobilisant aussi les taux de change, que les taux d'intérêt préférentiels, des subventions ciblées, un protectionnisme sélectif et temporaire. Les effets sur la pauvreté, sont alors différents.

Pour étudier l'effet de l'ouverture commerciale sur la réduction de la pauvreté au Bénin, le présent travail s'est articulé autour de deux objectifs dont le premier consiste à analyser l'influence des investissements étrangers entrant nets la réduction de la pauvreté et le second, étudier la corrélation entre taux d'ouverture commerciale et la réduction de la pauvreté au Bénin. Pour apporter des analyses conséquentes, l'étude a porté sur deux chapitres. Le premier a trait au cadre institutionnel de l'étude, le cadre théorique et méthodologique de l'étude et la seconde repose sur l'analyse du rôle économique de l'ouverture commerciale sur la réduction de la pauvreté.

## **CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE**

Ce chapitre présente le cadre théorique et la méthodologie de l'étude

### **Section 1 : Cadre théorique de l'étude**

Dans cette section, il est question de la présentation du cadre théorique de l'étude. Dans un premier temps on parlera du contexte et de la problématique de l'étude, la deuxième partie portera sur l'objectif de l'étude et les hypothèses. En fin, nous aborderons la revue de littérature dans la troisième partie.

#### **Paragraphe 1 : Problématique**

Depuis les années 1960, les niveaux de vie au plan mondial se sont accrus de manière spectaculaire, ce qui est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Le commerce international et le développement économique ont connu des hausses exponentielles. L'espérance de vie globale s'est améliorée grâce aux progrès de la médecine. Le progrès technologique a connu des avancées spectaculaires.

Cependant, l'Afrique subsaharienne n'a pas profité de ce développement global. En fait, dans la plupart des pays de la région, le niveau de vie a même baissé (PNUD, 2005). Et pourtant, la communauté internationale a consacré plus de 568 milliards de dollars américains d'aide étrangère au développement de l'Afrique depuis 1960, soit environ 15% du PNB du continent, c'est-à-dire en proportion quatre fois plus grand que le plan Marshall qui a permis le redécollage des économies européennes après la deuxième guerre mondiale.

Dollar et Kraay (2002) montrent que les revenus du quintile le plus pauvre de la population croissent au même rythme que le revenu moyen de la population, quelle que soit la cause (interne ou externe) de cette croissance, sachant qu'il n'y a pas de lien entre un accroissement de l'ouverture commerciale et l'évolution des inégalités. Leurs estimations économétriques prennent le revenu moyen de la population dans son ensemble comme variable exogène et le revenu du premier quintile comme variable endogène, tout en contrôlant l'effet de cinq (05) variables liées aux politiques et aux institutions : volume des échanges internationaux (total exportations + importations rapporté au PIB), consommation du gouvernement rapportée au PIB, taux d'inflation, indicateur de développement du système financier, indicateur de développement de l'Etat de droit. Selon cette étude, la croissance serait par ailleurs neutre en

termes d'inégalités de revenus d'où l'affirmation qui constitue son titre selon laquelle « la croissance est bonne pour les pauvres ».

Cette conclusion est cependant controversée. Les critiques portent en particulier sur le fait que cette étude mélange des pays à haut et à bas revenu (les structures institutionnelles se traduisent par des relations pauvreté-croissance différenciées) et que la présence dans l'échantillon des pays en transition qui ont connu une combinaison de baisse des revenus et de hausse des inégalités biaise l'estimation (Bhalla, 2002). D'autres estimations économétriques effectuées sur le même type de variables et avec des méthodes différentes considèrent que la croissance serait, au pire, légèrement inégalitaire et au mieux neutre sur la distribution (Ghura, Leite et Tsangarides, 2002).

L'ouverture d'une économie ne signifie pas nécessairement la reconnaissance des vertus des lois du Marché. Elle est souvent le résultat d'une politique délibérée de l'Etat : subventions à l'exportation, politiques de taux d'intérêt sélective, protectionnisme temporaire et sélectif, expression d'une politique industrielle active ont caractérisé les modes et les séquences de l'ouverture des principaux pays asiatiques ces quarante dernières années (Banque Mondiale, 2015).

La structure du commerce international des pays en voie de développement a été profondément transformée depuis un peu plus de deux décennies. En 1980, 25% des exportations de ces économies portaient sur des produits manufacturés, en 1998, ce pourcentage s'élève à 80% et depuis il continue de croître (Banque Mondiale, 2014, p.45). Ces pays, peu nombreux, orientent donc leurs exportations vers des produits manufacturés. Les autres, les pays les moins avancés, sont de plus en plus marginalisés dans le commerce international. Cette nouvelle orientation ne correspond donc pas à une spécialisation en accord avec les « canons » de la « théorie pure du commerce international ». Dans la littérature économique, l'ouverture est très souvent présentée comme un facteur accélérant la croissance économique. Derrière l'expression « ouverture » se cache très souvent le souhait, si ce n'est l'obligation lors des négociations avec les institutions internationales, que celle-ci soit l'effet d'une politique de libre-échange. Mais l'ouverture peut aussi être le produit d'une politique économique visant à la contrôler, mobilisant les taux de change, les taux d'intérêt préférentiels, les subventions ciblées, un protectionnisme sélectif et temporaire. Les effets sur la pauvreté, sont alors fondamentalement différents.

En raison de la complexité des liens entre réforme du régime de commerce et pauvreté, les éléments empiriques disponibles sur la libéralisation des échanges et la pauvreté proviennent

essentiellement d'études de cas. Certaines études utilisent des modèles d'équilibre général calculable pour identifier les effets des réformes commerciales sur les pauvres. Winters (2013) fait état d'une étude conjointe d'Oxfam et de l'Institute of Development Studies sur la déréglementation du marché du coton au Bénin à la fin des années 80 et dans les années 90, qui illustre l'impact potentiel de la libéralisation des échanges sur les pauvres. Depuis longtemps, la réforme du régime commercial compte parmi les politiques mises en œuvre pour favoriser l'efficacité de l'économie, le développement de nouveaux marchés et la croissance. Pourtant, après plus de cinquante ans de négociations commerciales, l'économie mondiale est encore entravée par des barrières importantes dont la suppression pourrait sans doute profiter à tous (Godfry et Camou, 2013). Les restrictions perdurent, car elles sont un moyen commode et opaque pour les États d'avantager économiquement certains groupes. Même si l'ouverture commerciale entraîne une élévation du niveau de vie à moyen terme, les groupes jusque-là avantagés par ces protections peuvent voir leur revenu diminuer et la restructuration de l'économie qui s'ensuit provoquer des bouleversements économiques à court terme.

Une prise de conscience de plus en plus nette s'opère au sujet de certaines des victimes des réformes commerciales, à savoir les plus pauvres, ceux qui disposent de moyens plus limités pour se protéger des vicissitudes de la vie et qui sont donc moins aptes que leurs concitoyens à supporter les coûts de l'ajustement. Une perte de revenu même transitoire peut empêcher un pauvre de « créer du capital humain » en s'instruisant, en se soignant et en s'alimentant mieux ; elle peut donc diminuer ses chances d'échapper à la pauvreté. La vulnérabilité des pauvres justifie d'évaluer plus soigneusement l'impact du degré d'ouverture des échanges sur ces individus et de réfléchir aux moyens d'en minimiser les effets négatifs.

Sur le plan des échanges entre le Bénin et le reste du monde, on constate que le solde commercial du pays est déficitaire de même que le solde budgétaire global hors dons. Cette situation souvent qualifiée de « déficits jumeaux » par les économistes explique les nombreux efforts demandés au Bénin pour réduire les dépenses courantes qui peuvent être plus faciles à réduire que les dépenses d'investissement indispensables à la relance de la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

En dépit d'une croissance relativement stable et modérée qui a induit une amélioration du revenu par tête depuis près d'une décennie (INSAE 2014), le recul de la pauvreté au Bénin demeure incertain et les mesures prises sur ce front au cours des dix dernières années ne sont pas concluantes. D'une part, la croissance a été trop lente pour assurer une réduction sensible

et durable de la pauvreté, et d'autre part elle ne semble pas avoir véritablement contribué à réduire l'emprise de la pauvreté. Les récents chocs extérieurs ont créé des difficultés supplémentaires. Les défis majeurs sont donc d'assurer une croissance beaucoup plus rapide et plus stable, et renforcer les liens entre la croissance et le recul de la pauvreté.

Ainsi, on se pose la question principale de savoir : quel est l'effet de l'ouverture commerciale sur la réduction de la pauvreté au Bénin ? A cette question principale fait naître les questions spécifiques ci-après : Quelle est l'influence des investissements étrangers sur la réduction de la pauvreté du Bénin ? Quel effet du taux d'ouverture commerciale sur la réduction de la pauvreté au Bénin ?

Ces différentes interrogations permettront d'analyser l'effet du degré d'ouverture commerciale sur la réduction de la pauvreté au Bénin.

## **Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèse de l'étude**

### **2.1. Objectifs de l'étude**

L'objectif général de cette étude est d'analyser l'effet de l'ouverture commerciale sur la réduction de la pauvreté au Bénin. De façon spécifique, il s'agit de :

- Evaluer l'effet des investissements directs étrangers entrant nets la réduction de la pauvreté au Bénin.
- Mesurer l'effet du taux d'ouverture commerciale sur le niveau de pauvreté au Bénin.

### **2.2. Hypothèses de l'étude**

Pour atteindre ces objectifs fixés, les hypothèses suivantes ont été formulées :

**H<sub>1</sub>** : Les investissements directs étrangers entrant nets ont un effet positif sur la réduction de la pauvreté au Bénin.

**H<sub>2</sub>** : le taux d'ouverture commerciale a une influence positive et significative sur la réduction de la pauvreté au Bénin.

### **Paragraphe 3 : La revue de la littérature**

La revue de littérature est composé de deux (02) aspects : théorique et empirique.

#### **- Revue théorique**

##### **. Pauvreté**

#### **La théorie de la pauvreté**

Cette partie sera descriptive et nous aborderons les différentes approches de l'identification des pauvres. Nous analyserons les deux méthodes de mesure de la pauvreté : les méthodes monétaires et non monétaires, et nous montrerons les défauts et les avantages de chaque méthode.

Généralement, nous pouvons distinguer trois grandes formes de Pauvreté : premièrement, la pauvreté monétaire qui est l'insuffisance de ressources et qui se traduit par une consommation insuffisante. Cette approche est liée à l'économie du bien-être. La deuxième approche est celle, de la pauvreté de conditions de vie qui définit les difficultés à satisfaire un certain nombre de besoins fondamentaux par les individus pauvres. Cette approche s'appuie sur la théorie des besoins essentiels et l'étude de la consommation pour analyser la pauvreté par Sen (1985) avec l'analyse de la pauvreté à travers les potentialités ou les capacités des individus. Cela implique que les pauvres ne possèdent pas le capital humain, social ou physique, nécessaire pour pouvoir vivre normalement dans une société donnée. La dernière, est l'approche subjective de la pauvreté. Elle est la méthode la plus récente pour mesurer la pauvreté.

Les indicateurs monétaires définissent la pauvreté en fonction d'une insuffisance de revenus, ou une consommation trop faible, qui reflète un faible niveau de vie. C'est une notion couramment utilisée qui consiste à classer les individus en fonction de leurs ressources monétaires. Les pauvres sont alors les individus ou les ménages dont les revenus, ou les consommations, sont inférieurs à un seuil donné. Il existe deux façons de fixer le seuil, ce qui engendre deux notions de pauvreté monétaire.

La théorie littéraire sur la pauvreté nous permet de mettre en exergue les différentes analyses faites par les grands auteurs pour mieux appréhender le terme de pauvreté. Ainsi, nous passerons en revue, l'analyse de quelques écoles.

- **L'école Welfarist**

L'école Welfarist est la plus usitée des trois écoles de pensée des dimensions d'analyse de la pauvreté. Elle est une approche monétaire ou unidimensionnelle de mesure de la pauvreté. Elle a agrégé la pauvreté par un seul type de données qui serait censé indiquer à lui seul le niveau de bien-être du sujet, à savoir le revenu ou la dépense de consommation [A.Soliz et L'Alejandro (1999), Lachaud, (2000)]. Le cadre de cette école assimile le pauvre à un sujet dont le niveau de revenu ou de consommation est inférieur à un niveau prédéfini appelé « seuil de pauvreté ». Presque tous les pays d'Afrique subsaharienne utilisent cette approche dans l'élaboration de leurs profils nationaux de pauvreté. Elle est aussi très pratiquée dans les pays développés. Les partisans de cette école sont aussi appelés des « utilitaristes », simplement parce que, selon eux en considérant les ressources que sont le revenu et la consommation, le sujet opte parmi toutes les combinaisons de biens et services abordables, celles qui lui procurent une plus grande satisfaction ou utilité.

Dans le même sens, Lachaud (2000) précise que dans cette approche, le bien-être est fondé sur une fonction d'utilité, définie par rapport à des individus pour des ensembles alternatifs de consommations. Mais cette approche n'échappe pas à certains inconvénients majeurs : d'abord, la consommation mesure assez grossièrement le bien-être. Consommer moins qu'une autre personne est un problème de préférence et non un problème lié au pouvoir d'achat du consommateur : tel consommateur peut beaucoup dépenser pour être à l'équilibre et tel autre peut décider de ne dépenser qu'à la limite et se sentir même plus à l'équilibre que le premier, cette approche nécessite des données monétaires fiables et actuelles, si bien qu'elle est subjective et inadaptée, surtout dans le contexte de PVD.

- **L'école des besoins de base**

Comme le mot l'indique, c'est une approche basée essentiellement sur des considérations non monétaires appelées besoins de base. Il faut entendre par besoins de base, les commodités qui remplissent les besoins psychologiques et de sécurité d'un individu. Lorsque les différentes commodités sont utilisées simultanément, cette approche est qualifiée de multidimensionnelle. De façon pratique, l'approche non monétaire multidimensionnelle suppose agréger la pauvreté en construisant via une technique de l'analyse factorielle [Asselin (2002), Bry (1995)], un indicateur composite de bien-être avec un ensemble de données qui seraient censées indiquer toutes à la fois le niveau de bien-être du sujet considéré. Ainsi, pour ce courant, le pauvre est une personne privée d'un minimum de confort de base jugé élémentaire ou préalable à l'atteinte d'une certaine qualité de vie. Il s'agit de l'accès à la

nourriture, à l'eau potable, au logement, aux soins de santé, à l'éducation de base, aux aménagements sanitaires, au service de transport public.

La théorie microéconomique appelle cette attitude de « comportement rationnel » ou comportement « maximisation » du consommateur.

L'inconvénient de cette façon de traiter la pauvreté réside dans le fait que les commodités sont à l'évidence une satisfaction variable en fonction des tranches d'âges et du sexe des individus. Par exemple, l'éducation scolaire peut être utile pour une personne de 15 ans alors qu'elle ne l'est pas pour un enfant de 2 ans.

- **L'école des capacités**

L'école des capacités insiste sur les moyens humains, c'est-à-dire les habiletés humaines dont disposent les sujets pour convertir leurs ressources en satisfaction (Serge Matchinidé et al, 2006). C'est encore ici une option non monétaire de la pauvreté. Sen, chef de file de cette considération, assimile le bien-être aux droits susceptibles de fournir des informations sur des dimensions fondamentales pour les individus laissés en marge par le concept d'utilité. Vu comme telle, l'approche par les capacités concerne les droits positifs des sujets en essayant via le concept de « fonctionnements », de transposer ces droits dans un espace plus aisément mesurable.

Selon Sen (1992), les consommateurs désirent les biens pour leur valeur instrumentale, et non pour leur utilité directe. Et dans la mesure où les biens peuvent être représentés comme des blocs de « caractéristique » ou d'« attributs », il est concevable d'exprimer les comportements individuels en termes d'exécution d'une fonction de production spécifique, permettant de transformer les caractéristiques incorporées dans les biens en satisfaction des besoins.

En conséquence, cette conceptualisation implique que l'utilité ne soit pas une variable objective, mais le sous-produit d'un processus. Notons que cette approche de la pauvreté en termes de « facultés », contestant l'idée que la ligne de pauvreté puisse être représentée par un point de la fonction de dépenses des consommateurs, a d'importantes conséquences au niveau empirique. En effet, contrairement aux mesures de la pauvreté en terme de besoins de base, de ressources ou de revenus réels, l'insuffisance des facultés élémentaires nécessaires pour atteindre certains minima acceptables d'un ensemble de besoins de base, peut-être, en principe, directement appréhendée. A cet égard, chaque sujet est caractérisé par un ensemble d'attributs : être nourri, vêtu, logé, éduqué, soigné, etc. ; et la pauvreté est spécifiée dans une perspective multidimensionnelle, indépendamment de toute référence à des hypothèses

spécifiques plus ou moins vérifiées, liées au comportement de consommation. Ainsi, cette option analytique suggère une supériorité de la méthode directe, comparativement à celle indirecte du revenu ou des dépenses. Le plus grand mérite de cette école qui vient en complément de l'école de base, est d'avoir reçu une résonance propice du PNUD qui publie désormais et ce depuis 1990 une série d'indicateurs composite de grande renommée internationale servant de comparaison des profils de pauvreté des différents pays, parmi lesquels nous pouvons citer l'IDH et l'IPH.

### **Taux d'ouverture et la pauvreté**

De nombreux travaux économétriques ont tenté d'estimer la relation commerce-pauvreté. Ravallion (2014) met par exemple en évidence une corrélation négative entre taux d'ouverture (exports + imports/PIB) et incidence de la pauvreté absolue au seuil de 1 USD PPA de 2003 à partir d'épisodes de croissance pour 75 pays. Mais cette corrélation apparaît extrêmement fragile : elle disparaît par exemple lorsqu'il enlève le terme lié à la tendance temporelle de la pauvreté moyenne ou lorsqu'il contrôle pour l'effet de la pauvreté initiale. A partir d'une étude de l'évolution des exportations et de la pauvreté dans les PMA au cours des années 1990, la CNUCED (2004) montre quant à elle que le commerce n'a généralement pas contribué à la réduction de la pauvreté.

L'impact de l'ouverture passe par les ménages et les marchés. Dans la mesure où la majorité des pauvres dans les PED sont des entrepreneurs individuels (que ce soit dans l'agriculture ou le secteur informel non agricole). Les analyses micro-économiques dans ce domaine évaluent l'impact de l'ouverture sur les prix et les quantités affectant l'équilibre budgétaire des ménages (en tant que consommateurs et producteurs) ; la baisse des droits de douane sur une denrée alimentaire de base peut par exemple affecter de manière inverse les paysans qui subissent une baisse de leurs prix de production et les consommateurs urbains qui bénéficient au contraire de cette baisse.

Faute de pouvoir mettre en évidence une relation générale entre commerce et pauvreté, il est nécessaire d'effectuer une analyse plus fine des canaux de transmission possibles (pour une revue approfondie de la littérature théorique et empirique sur ce sujet, voir Winters, McCulloch et McKay, 2004).

Le principal canal de transmission, qui est aussi le plus étudié, est de nature macro-économique. Si on accepte la thèse selon laquelle l'ouverture favorise la croissance, on peut s'attendre à ce qu'elle ait aussi par là même généralement un impact favorable sur la pauvreté (thèse du « trickle down »). Cet impact dépend toutefois de l'effet de l'ouverture sur les

inégalités discuté précédemment, ainsi que de celui de la croissance sur les inégalités (un fort accroissement des inégalités peut se traduire par une hausse de la pauvreté). Concernant ce dernier point, il se trouve que la courbe de Kuznets, selon laquelle les inégalités tendent à s'accroître durant les premiers stades du développement (avant de diminuer en principe par la suite selon une courbe en U inversé) a été remise en question par des travaux récents (voir en particulier Cogneau et Guénard, 2002 ; Ravallion, 2001) ; selon ces travaux, la croissance n'a donc pas d'effet systématique sur les inégalités, que ce soit dans un sens ou dans un autre.

Dollar et Kraay (2002) montrent que les revenus du quintile le plus pauvre de la population croissent au même rythme que le revenu moyen de la population, quelle que soit la cause (interne ou externe) de cette croissance, sachant qu'il n'y a pas de lien entre un accroissement de l'ouverture commerciale et l'évolution des inégalités. Leurs estimations économétriques prennent le revenu moyen de la population dans son ensemble comme variable exogène et le revenu du premier quintile comme variable endogène, tout en contrôlant l'effet de 5 variables liées aux politiques et aux institutions : volume des échanges internationaux (total exportations + importations rapporté au PIB), consommation du gouvernement rapportée au PIB, taux d'inflation, indicateur de développement du système financier, indicateur de développement de l'Etat de droit. Selon cette étude, la croissance serait par ailleurs neutre en termes d'inégalités de revenus d'où l'affirmation qui constitue son titre selon laquelle « la croissance est bonne pour les pauvres » (en supposant que les pauvres correspondent au premier quintile, ce qui est évidemment une hypothèse très forte dans des pays où plus de la moitié de la population vit dans une situation de pauvreté extrême).

Cette conclusion est cependant controversée. Les critiques portent en particulier sur le fait que cette étude mélange des pays à haut et à bas revenu (les structures institutionnelles se traduisent par des relations pauvreté-croissance différenciées) et que la présence dans l'échantillon des pays en transition qui ont connu une combinaison de baisse des revenus et de hausse des inégalités biaise l'estimation (Bhalla, 2002). D'autres estimations économétriques effectuées sur le même type de variables et avec des méthodes différentes considèrent que la croissance serait, au pire, légèrement inégalitaire et au mieux neutre sur la distribution (Ghura, Leite et Tsangarides, 2002).

D'autres études montrent au contraire que les coûts d'ajustement de l'ouverture sont surtout supportés par les pauvres (Lundberg et Squire, 2003). De surcroît, comme cela a été mentionné pour les études sur le lien ouverture-croissance, les politiques de libéralisation commerciale n'ont pas été menées seules mais ont constitué une composante de programmes globaux de libéralisation économique. Or, dans le cas de l'Amérique latine en particulier,

l'ouverture des économies est allée de pair avec une réduction du poids de l'Etat et de la protection sociale (Fitoussi, 2004), alors même que les salariés se trouvaient exposés à des restructurations intenses du marché du travail et à une vulnérabilité accrue.

David Ricardo, au 19<sup>e</sup> siècle, par sa théorie des avantages comparatifs, a démontré que plus un pays était ouvert, plus cela lui permettait de réorienter ses ressources rares vers des secteurs plus efficaces et d'améliorer son bien-être. Les théories qui suivirent sont venues confirmer ces gains, en plus de rajouter ceux liés à la rémunération des facteurs de production. Cependant, même dans les nouvelles théories du commerce international qui prennent en compte les rendements d'échelle et la concurrence imparfaite, les gains restent statiques. C'est dans la théorie de la croissance qu'on peut alors venir chercher les gains dynamiques.

Les modèles de croissance néo-classiques, issus du modèle de Solow (1957), assument que le changement technologique est exogène. Dans un tel cadre, les politiques commerciales d'un pays ne peuvent donc pas être considérées comme un élément affectant sa croissance. Depuis le début des années 1990, les nouvelles théories de croissance considèrent le changement technologique comme étant endogène. Il devient alors possible de combiner la nouvelle théorie du commerce internationale et celle de la croissance endogène.

Grossman et Helpman (1991) démontrent que l'ouverture permet d'augmenter les importations domestiques de biens et services qui incluent des nouvelles technologies. Grâce à l'apprentissage par la pratique et le transfert de technologies, le pays connaît un progrès technologique, sa production devient plus efficace et sa productivité augmente. On s'attend alors que les économies plus ouvertes croissent à un rythme plus rapide que celles plus protectionnistes. Cependant, les auteurs rajoutent que ces gains dépendent de plusieurs facteurs, dont la situation initiale. Cette dernière détermine la nature de la spécialisation du pays dans le long terme et donc son taux de croissance. L'ouverture d'une petite économie peut la conduire à se spécialiser dans un secteur de faible croissance, contribuant plutôt à laisser le pays dans le sous-développement. Dans ce cas, le pays devrait adopter des politiques protectionnistes durant les premières étapes de son développement, pour ensuite opter pour des politiques d'ouverture appropriées.

Selon l'étude de Levine et Renelt (1992), la relation de causalité entre l'ouverture et la croissance se fait à travers l'investissement. Si l'ouverture au commerce international permet l'accès à des biens d'investissement, cela mènera à une croissance de long terme. Un pays libéralisant ses échanges s'attirera des flux d'investissement étranger. Cependant, cela risque d'engendrer une baisse de l'investissement domestique due à une plus forte concurrence internationale et l'effet net reste alors ambigu.

Grossman et Helpman (1992) avancent également qu'un pays protégeant son économie peut stimuler sa croissance. Cela est possible dans le cas où l'intervention gouvernementale encourage l'investissement domestique selon les avantages comparatifs du pays.

Pour Batra (1992) et Leamer (1995), la libéralisation des échanges réduit les tarifs, et par conséquent, diminue le prix relatif des biens domestiques manufacturés. Ces biens deviennent moins attractifs que les biens étrangers, et l'économie domestique peut alors subir une perte.

Néanmoins, même si ces travaux encouragent des politiques protectionnistes sous certaines conditions, aucun n'encourage la protection comme stratégie de développement à long terme. La protection est vue comme une stratégie de court terme afin de préparer adéquatement l'économie à l'ouverture de ses marchés.

D'autres travaux, comme ceux de Grossman et Helpman (1991), Romer (1990) et Rivera-Batiz et Romer (1991), portent leur attention sur les implications à long terme de l'intervention gouvernementale dans le commerce. Ils considèrent l'innovation comme source de croissance et encouragent donc des politiques d'ouverture. Dans leurs modèles, les gains du libre-échange proviennent principalement des effets d'échelle véhiculés à travers la recherche et développement. L'innovation générée contribue à augmenter le stock de connaissance et le transfert de technologie. De plus, le commerce international permet d'éviter aux pays de la R&D redondante qui pourrait détourner des ressources d'activités plus productives.

Les études théoriques n'ayant pas réussi à trancher si l'ouverture commerciale contribue ou non à la croissance économique, les différents travaux empiriques sur le sujet ont, par contre, abouti à des résultats similaires où l'effet de l'ouverture est généralement favorable à la croissance.

### **- Revue empirique**

En raison de la complexité des liens entre réforme du régime de commerce et pauvreté, les éléments empiriques disponibles sur la libéralisation des échanges et la pauvreté proviennent essentiellement d'études de cas. Certaines études utilisent des modèles d'équilibre général calculable pour identifier les effets des réformes commerciales sur les pauvres. Winters (2013) fait état d'une étude conjointe d'Oxfam et de l'Institute of Development Studies sur la déréglementation du marché du coton au Bénin à la fin des années 80 et dans les années 90, qui illustre l'impact potentiel de la libéralisation des échanges sur les pauvres. Avant la politique d'ouverture commerciale, l'État régissait un monopole (en tant qu'acheteur unique

face à des vendeurs multiples) et s'appuyait sur la faiblesse des prix à la production pour subventionner l'acquisition d'intrants dans l'industrie textile, au détriment du revenu des petits planteurs. La libéralisation s'est notamment traduite par la suppression du contrôle des prix et la privatisation de l'office de commercialisation, avec pour résultat un renchérissement du produit et un élargissement de la compétition à trois acheteurs principaux se livrant concurrence non seulement sur les cours, mais aussi sur les services de vulgarisation et les autres types d'aide à offrir aux petits propriétaires.

En Zambie, la libéralisation du marché du maïs a eu l'effet inverse. Avant la déréglementation, les producteurs bénéficiaient de subventions croisées — en provenance du secteur minier — qui diminuaient considérablement le coût des intrants. De plus, les petits producteurs implantés dans des zones reculées profitaient de subventions implicites sur les prix.

Ceux-ci étaient fixés par une entreprise parapublique (financée par l'État sans en être une émanation officielle) faisant office d'acheteur unique, et leur niveau restait invariable quelles que soient la saison et la région. Quand ces subventionnements ont cessé et que l'entreprise parapublique a été privatisée, les gros exploitants proches des marchés nationaux n'ont pas perçu de réel changement, tandis que les petits producteurs, en particulier les plus isolés géographiquement, ont énormément souffert des fluctuations de prix. De surcroît, la forte détérioration de l'infrastructure de transport a causé la disparition de marchés ruraux reculés, privant les petits producteurs de maïs de tout revenu officiel.

Au Zimbabwe, les restrictions au commerce étaient assimilables à des taxes sur les exportations qui maintenaient les prix à la production à un niveau peu élevé et empêchaient l'exercice de la concurrence. La suppression de ces «taxes» s'est révélée financièrement avantageuse pour les producteurs axés sur l'exportation. En Zambie, en revanche, les restrictions s'apparentaient à un droit d'importation, ce qui revenait à subventionner les producteurs nationaux de marchandises en concurrence avec les produits étrangers (et à taxer la consommation).

La suppression des droits d'entrée/subventions a provoqué une baisse du revenu des producteurs nationaux et, dans les cas extrêmes, la disparition de ceux qui n'étaient pas compétitifs. Selon Winters, un point de divergence encore plus important entre ces deux scénarios est que, au Zimbabwe, la libéralisation a permis de créer des marchés dont les pauvres ont pu devenir acteurs et d'améliorer les résultats des marchés, tandis qu'en Zambie

elle s'est traduite par la disparition de marchés établis sur lesquels les pauvres écoulaient auparavant leur production.

Globalement, cette étude et d'autres constatent que, dans la plupart des cas, les réformes commerciales accroissent le revenu des pauvres et que les coûts de la transition sont habituellement modestes par rapport aux avantages. Il est néanmoins des cas où la libéralisation a des effets à court terme significativement négatifs. Bien qu'il ne s'agisse pas de les négliger, il faut être conscient qu'ils découlent dans bien des cas de la structure initiale du régime de protection.

Il importe également de préciser que la plupart des études se placent dans une perspective à court terme ne tenant pas compte de l'évolution éventuelle de l'investissement et de la trajectoire de croissance et de la réduction de la pauvreté. Or, les avantages plus substantiels que l'on peut escompter de la libéralisation des échanges sont les progrès enregistrés en termes de dynamique (par exemple l'efficacité accrue de la structure de l'investissement et des modes de diffusion des technologies), sans compter l'impact des politiques complémentaires qui facilitent l'ajustement au nouvel équilibre induit par le libre-échange. Pour toutes ces raisons, les études tendent à exagérer nettement les coûts de la libéralisation et à sous-estimer ses avantages, y compris pour les pauvres. À moyen terme, l'évolution de l'investissement et de la croissance peut très sensiblement atténuer les effets négatifs (sur la répartition des revenus) des mouvements de prix résultant de la libéralisation des échanges.

## **Section 2 : La méthodologie de recherche**

La démarche méthodologique adoptée dans le cadre de notre étude comprend : source des données et présentation du modèle de base, la spécification des modèles, les méthodes d'analyse et la méthode d'estimation utilisée.

### **Paragraphe 1 : Source des données et présentation des variables.**

#### **1.1. Sources des données.**

Les données utilisées sont comprises entre 1985 et 2015 pour rendre compte de la disponibilité des données concernant les variables de la recherche.

Ces données statistiques dans le cadre de notre étude relatives à ces différentes variables sont des données, en séries temporelles. Ces dernières sont collectées auprès de différentes structures comme le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE), l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse

Economique (INSAE), la Banque Mondiale (BM) et la Banque monétaire Ouest Africain (BCAO).

## 1.2. Présentation du modèle de base.

Le modèle se fonde sur les travaux de Kosack (2003). Il établit une relation entre l'aide et l'Indice de Développement Humain (IDH), reconnu comme étant une bonne mesure du niveau du bien-être. Le modèle de Kosack a été utilisé par Pasteur E. Akpo (2006). Dans ses travaux, il s'appuie sur l'IPH comme variable dépendante. Le concept de gouvernance est le facteur déterminant dans l'atteinte de l'efficacité de l'aide dans les pays bénéficiaires. Le même modèle a été repris par Mahomed Koeba (2011). Dans son travail, la contrainte de disponibilité des données sur la gouvernance (l'indice de la corruption), l'a conduit à l'abandon de cette variable dans l'estimation du modèle pour son étude. En ce qui concerne cette étude, l'objectif étant de pouvoir mettre en relation l'aide publique et l'IPH, une modification importante a été apportée au modèle initial. Le modèle comporte quatre variables explicatives et l'IPH est la variable à expliquer. L'équation à estimer pour mesurer l'effet du taux d'ouverture commerciale sur l'IPH est la forme suivante :

$$Iph_{i,t} = a_{i,t} + b_1C_{i,t} + b_2A_{i,t} + b_3Q_{i,t} + b_4X_{i,t} + u_{i,t}^{iph}$$

Où :

$a_{i,t}$ , est un terme constant,  $b_{i,t}$  le coefficient de régression ( $i = 1, 2, 3, 4$ ),  $C_{i,t}$  inclut le taux de croissance du PIB réel par habitant et l'indice de contrôle de la corruption (IC), lequel représente un proxy de la gouvernance.  $X_{i,t}$  est le vecteur des variables exogènes susceptibles d'affecter l'indice de pauvreté humaine ; il inclut le revenu par habitant (Revpcap) et le degré d'ouverture (Ouverture).  $A_{i,t}$  représente le vecteur des différentes mesures de l'aide du pays  $i$  à la période  $t$ . Comme mesure de l'aide, ils ont retenu le ratio Aide/PIB (Aide), et le carré dudit ratio (Aide). L'APD est faiblement composée de l'aide alimentaire. C'est pour cette raison qu'ils l'utilisent comme proxy de l'aide axée sur la croissance. Quant au vecteur  $Q_{i,t}$ , il inclut le terme d'interaction entre l'aide et l'indice de contrôle de la corruption et est noté Aide\*IC.

### Paragraphe 2 : Spécification économétrique

Empiriquement, pour mesurer l'incidence du degré d'ouverture commerciale sur la pauvreté le modèle de KOSACK (2003) sera adopté. Egalement ce modèle a subi des modifications. Ainsi nous avons introduit : IDH, TO, INV, ICP, RNH et retranché d'autres compte de l'inexistence de données sur celles-ci.

Sous sa forme générale le modèle se présente comme suit :

$$IDH = f(TO, INV, ICP, RNH)$$

La forme fonctionnelle du modèle est la suivante :

$$IDH_t = \beta_0 + \beta_1 TO + \beta_2 INV + \beta_3 ICP + \beta_4 RNH + \mu_t$$

### Définition des variables

IDH : c'est l'indice de développement humain. C'est un indicateur important de la pauvreté qui permet de juger du niveau de pauvreté des pays et de les classer suivant un rang. Il a été introduit par le PNUD.

TO : c'est le taux d'ouverture officiel, unités de devises locales par \$ US, moyenne pour la période

INV : l'investissement ;

ICP : l'indice de perception de la corruption ;

RNH : le revenu national par habitant ;

$\mu$  : terme d'erreur, il prend en compte les différentes erreurs qui seront commises lors de notre estimation ;

$\beta_0$  : le terme constant.

## Paragraphe 3 : Les méthodes d'estimations

### 3.1. Estimation des coefficients du modèle

L'estimation des différents coefficients du modèle est faite par la méthode des Moindres Carrés Ordinaires (MCO) au moyen du logiciel EVIEWS version 7.

### 3.2. Tests statistiques

Notre étude se fera sur trente ans couvrant la période allant de 1985 à 2015. Pour s'assurer de la qualité de notre modèle, des tests de diagnostic, de validation et de prévision seront effectués.

- **Tests de diagnostic**
  - Etude de stationnarité

Test de racine unitaire : c'est le test de Dickey-fuller Augmenté (ADF), utilisé pour vérifier la stationnarité des séries. En effet, une série temporelle est dite stationnaire si sa moyenne et sa variance sont constantes dans le temps et si la valeur de la covariance entre deux périodes ne dépend pas du moment auquel la covariance est calculée.

- **Test de validation du modèle**

- ✚ Test de significativité du modèle.

Le coefficient de détermination  $R^2$  mesure la proportion de la variance de la variable dépendante (Investissement direct étranger) expliquée par la régression de Y sur la matrice des variables explicatives X (produit intérieur brute, taux de change, rapatriements des bénéfices sur les IDE, taux d'inflation, taux d'épargne et revenu nets de l'étranger). L'appréciation et la qualité de l'ajustement que l'on a de  $R^2$  doivent être tempérées par le degré de liberté de l'estimation. Quand le degré de liberté est faible, le nombre d'observation comparé au nombre de facteur explicatifs par le calcul d'un  $R^2$  consigné est le test de Fischer (F-Statistic). Sous Eviews un modèle est globalement significatif lorsque la probabilité (F-Statistic) est inférieure à 5%.

- ✚ Test de significativité des coefficients des variables explicatives.

Pour ce test l'objectif visé est d'évaluer la contribution d'une variable explicative à la variable dépendante. Dans la théorie le test de Student est celui recommandé. Mais dans la pratique et sur le logiciel Eviews, c'est la valeur de la probabilité critique qui sert de règle de décision. Une variable explicative sera considérée comme significative si sa probabilité de Student est inférieure à 5%.

- ✚ Le test de normalité de Jarque-Bera

L'hypothèse de normalité des termes d'erreurs joue un rôle essentiel car elle va préciser la distribution statistique des estimateurs. C'est grâce à cette hypothèse que l'inférence statistique peut se réaliser. L'hypothèse de normalité peut être testée sur les variables du modèle ou sur les termes d'erreurs du modèle. L'étude de la normalité des termes d'erreurs nous conduit à mettre en œuvre le test de normalité de Jarque-Bera comme suit :

$$\begin{cases} H_0: \text{La distribution est normale} \\ H_1: \text{La distribution n'est pas normale} \end{cases}$$

La règle de décision est :

On rejette l'hypothèse de normalité si  $JB \geq 5,99$  ou de manière équivalente probabilité  $\leq 5\%$ .

On accepte l'hypothèse de normalité si  $JB < 5,99$  ou de manière équivalente probabilité  $> 5\%$ .

✚ Le test de Breusch-Godfrey et la statistique de DW pour l'autocorrélation des résidus

Pour vérifier si les erreurs sont auto corrélées ou non, nous avons réalisé le test de Breusch-Godfrey. La statistique de Breusch-Godfrey, donnée par  $BG = nR^2$  suit un khi-deux à  $p$  degré de liberté où  $p$  représente le nombre de retard des résidus,  $n$  le nombre d'observations et  $R^2$  le coefficient de détermination. L'alternative d'hypothèses qui se présente à l'issue du test est la suivante :

$$\begin{cases} H_0: \text{les erreurs sont corrélés} \\ H_1: \text{les erreurs sont non corrélés} \end{cases}$$

La règle de décision est la suivante :

On accepte l'hypothèse de corrélation des erreurs ( $H_0$ ) si probabilité est inférieure à 5% ou de manière équivalente si  $nR^2 > \text{khi-deux lu}$ .

On accepte l'hypothèse de non corrélation des erreurs ( $H_1$ ) si probabilité est supérieure à 5% ou de manière équivalente si  $nR^2 < \text{khi-deux lu}$ .

✚ Le test d'hétéroscédasticité de White

Ce test vise à vérifier si l'une des hypothèses pour avoir les estimateurs « Best Linear Unbiased Estimator » (BLUE) c'est-à-dire une estimation sans biais, et de variance minimale et convergente est vérifiée. En effet, la spécification du modèle suppose que le terme des erreurs à une variance constante (homoscédastique) ce qui n'est pas toujours le cas (hétéroscédastique).

Biaisant ainsi les estimateurs sous Eviews, c'est le test d'homoscédastique de white qui est utilisé. Ce test se présente comme suit :

- Le modèle est homoscédastique si la probabilité calculée des observations est supérieure à la probabilité lue au seuil de 5%.
- Le modèle est hétéroscédastique si la probabilité calculée des observations est inférieure à la probabilité lue au seuil de 5%.

✚ Les tests de stabilité de CUSUM

Brum, Durbin, Evans ont proposé en 1975 des tests de stabilité des coefficients basés sur des résidus récurrents. Ces tests sont des graphiques permettant d'accepter ou non l'hypothèse de stabilité. L'intérêt de ces tests réside dans le fait qu'ils permettent d'étudier la stabilité d'une régression sans définir à priori la date sur les coefficients. Ces tests résolvent le choix arbitraire du point de rupture du test de Chow. Si la courbe des observations sort du cordon,

les coefficients du modèle sont instables. Dans le cas contraire les coefficients du modèle sont stables.

## **CHAPITRE 2 : PRESENTATION, ANALYSE, L'INTERPRETATION ET RECOMMANDATION**

Ce chapitre aborde d'une part la présentation des résultats, l'analyse et l'interprétation économique puis d'autre part les limites et recommandations de politiques économiques

### **Section 1 : Analyse descriptive et présentation des variables de l'étude**

Il nous paraît nécessaire et important d'étudier le comportement des variables d'étude avant de passer à leur stationnarité.

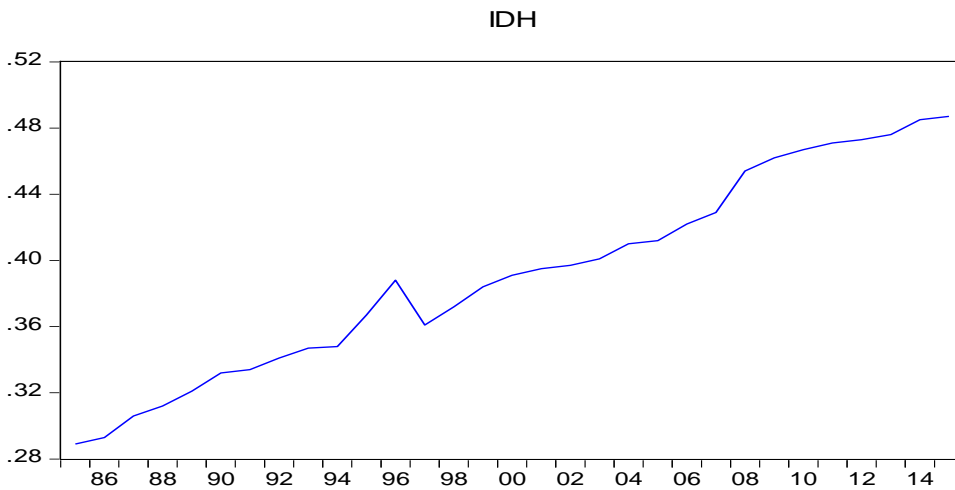
#### **Paragraphe 1 : Analyse de l'évolution des variables d'étude entre 1985 et 2015**

##### **o Evolution de l'Indice de Développement Humain**

Venant en renforcement à l'indice de développement humain (IDH) dont la validité et la pertinence sont contestées dans le monde, l'indice de pauvreté humaine a été récemment proposé par le PNUD et appliqué par la plupart des pays du monde, dont ceux de l'UEMOA. Basé sur des indicateurs simples et non monétaires, cet indice cherche, pour les pays en développement (PED), à traduire les déficits des individus en termes de pourcentage des adultes analphabètes et des services procurés par l'économie dans son ensemble axée sur le pourcentage des individus n'ayant pas accès aux services de santé, celui des individus n'ayant pas accès à l'eau potable et celui des enfants de moins de cinq ans victimes de malnutrition.

Au Bénin, la pauvreté reste endémique avec plus de 35% de la population concernée. Le chômage du jeune reste inquiétant. La lutte contre le commerce illicite des produits pétroliers n'est pas accompagnée de développement d'activités alternatives génératrices de revenus. Pourtant, la mise en valeur des zones humides et la promotion à grande échelle de l'agriculture urbaine et périurbaine restent des portes de sortie inexploitées. En 2011, l'Indice composite de développement humain (IDH) s'établit à 0,427 au Bénin. Il reste inférieur au niveau moyen de 0.463 atteint en Afrique subsaharienne. En 2011, le Bénin a perdu quatre places dans l'IDH par rapport à 2010, en se classant au 167<sup>e</sup> rang sur une liste de 187 pays. En 2012, le pays a occupé le 166<sup>ème</sup> rang sur 186 pays.

Graphes : Evolution de l'Indice de Développement Humain



Source : auteur, 2016

De cette courbe nous pouvons noter deux grandes phases de l'évolution de l'IDH. La période de 1994-1998 où l'IDH a connu une légère chute.

Pour toutes les autres périodes, d'étude, sa progression a été continue. Il faut remarquer que durant toute la période d'étude, l'IDH n'a jamais atteint 0,5. Ainsi, il ressort de l'analyse de l'indice de développement humain du PNUD, que le Bénin fait partie des pays très pauvres.

Cette faible performance du Bénin serait due au manque de ressources de financement pour faire face aux besoins de financement, à la non stabilité des politiques macroéconomiques et aussi au niveau de croissance de l'économie en général.

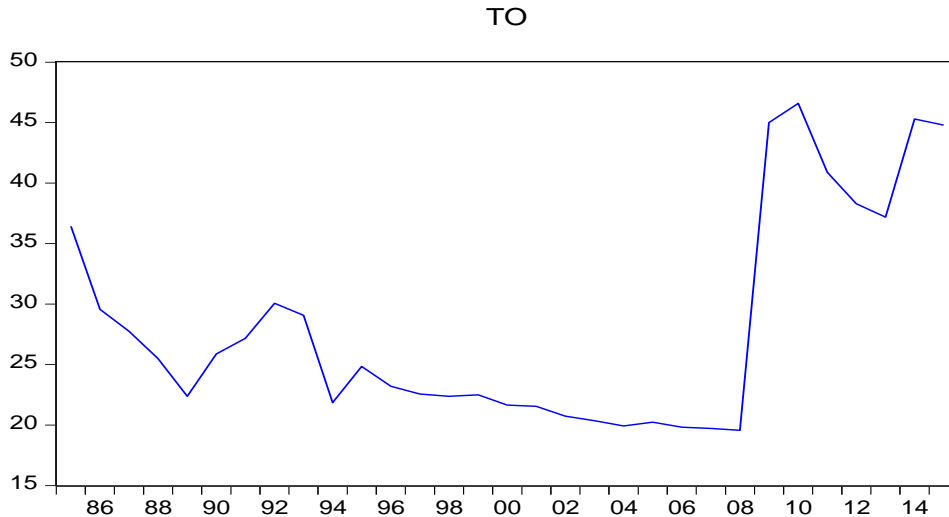
Globalement, l'année 2015 au Bénin s'est caractérisée par une légère amélioration des indicateurs de performance macroéconomique, selon des statistiques officielles. Paradoxalement, ces performances affichées par les statistiques contrastent avec la morosité économique dénoncée par les acteurs du secteur privé et la politique de resserrement des dépenses publiques que continue d'imposer le FMI et la Banque mondiale.

L'amélioration observée en 2015 a besoin d'être confirmée et consolidée en 2016.

#### ○ **Le taux d'ouverture commerciale : TO**

Le taux d'ouverture commerciale (TO), défini comme la somme des exportations et des importations rapportées au PIB, est introduit dans le modèle, afin de saisir les effets des taxes sur la composition et non sur le niveau des échanges, niveau qui dépend des variables structurelles. Son introduction permet aussi de saisir son effet sur la croissance : il entraîne une réallocation des facteurs plus conforme aux avantages comparatifs, accroît la concurrence

sur les marchés dont il augmente la taille. Il facilite aussi l'accès des entreprises à des biens intermédiaires ou à des techniques de production de meilleure qualité. Elle peut également accroître l'épargne intérieure si le taux d'épargne privée est plus élevé dans le secteur des biens échangeables (Guillaumont, 1985).



Source : auteur, 2016

L'analyse du graphe nous permet de dire que sur toute la période de 1985-1994, marquée par de graves crises économiques et sociales, le taux d'ouverture commerciale a connu une chute sur cette période. Cette situation s'explique par les grands déséquilibres macroéconomiques qu'a connus le Bénin au cours de cette période.

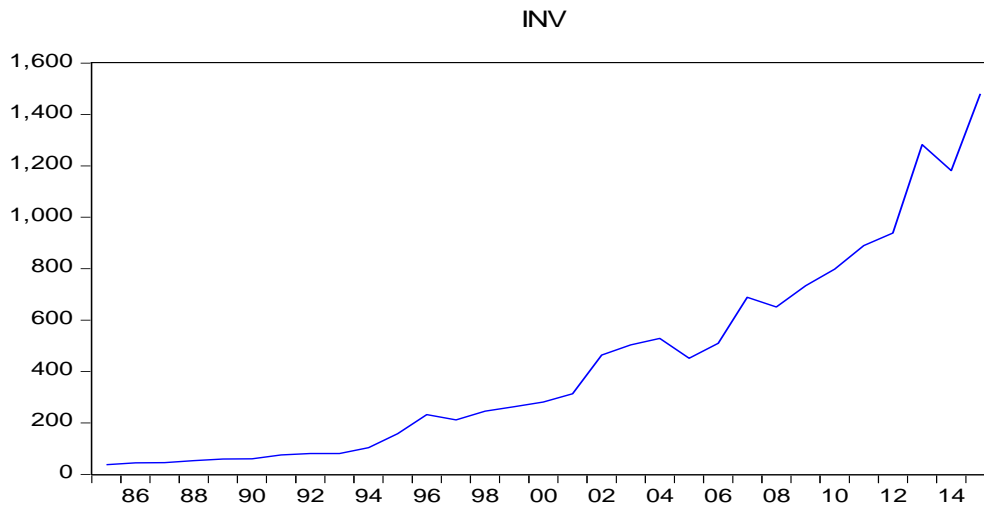
La deuxième phase concernant la période de 1994-2009 indique une variation très peu sensible.

Enfin la troisième phase concernant la période de 2009-2015 indique une croissance spontanée et significative du taux d'ouverture commerciale ayant ainsi atteint leur niveau le plus élevé en 2010. Cette situation pourrait s'expliquer par l'orientation stratégique de la politique économique portant sur les documents de Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRП) et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) engagée par les gouvernants.

#### ○ Evolution de l'investissement

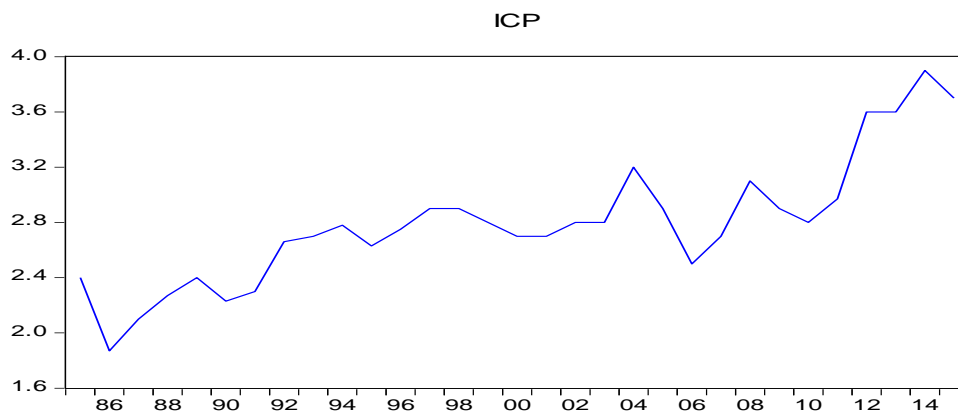
L'investissement est une variable très importante dans l'explication de la réduction de la pauvreté. Lorsqu'on constate une baisse de la demande générale des biens et services au cours d'une récession, une large part de celle-ci peut généralement être imputée aux dépenses d'investissement. Les dépenses d'investissement se justifient pour les raisons suivantes : elles

permettent aux entreprises d'accroître leur capacité de production par l'acquisition de nouvelles machines. Ensuite, elles permettent aux entreprises de pouvoir constituer leur stock de matières premières et de produits finis.



Source : auteur, 2016

○ **Evolution de l'indice de perception de la corruption**

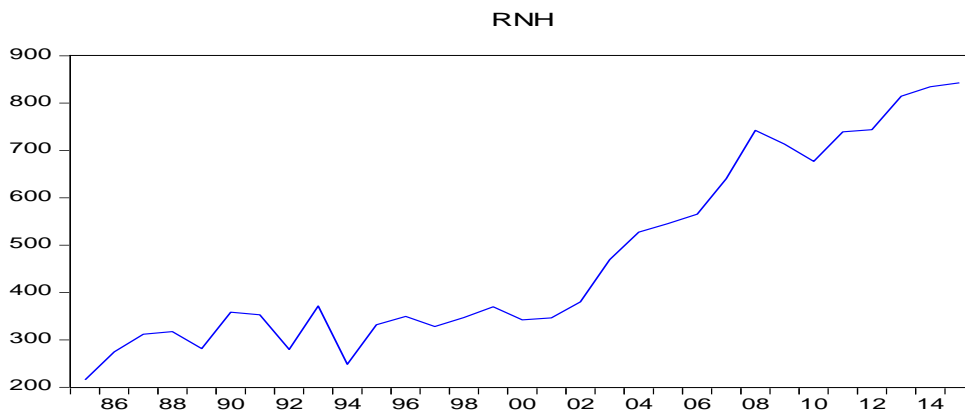


Source : auteur, 2016

Il ressort de l'analyse de ce graphe qu'entre 1985 et 1986 l'indice de perception de la corruption a chuté, Après cette année elle évolue en dent de scie en croissant légèrement jusqu'en 2006 avant de chuté à nouveau. Entre 2006 et 2014 la courbe reprend encore sa croissance, baisse légèrement en 2010 puis monte par la suite. Dans un environnement corrompu, la possibilité de négocier les pots de vin entre les contrôleurs et les contribuables en cas de détection de la fraude peut inciter les contrôleurs à accroître leur effort de détection de la fraude. De façon générale, on ne constate pas une stabilité au niveau de cette variable.

Elle à évoluer de façon croissante. Tout se passe comme si tout l'effort consentis pour lutter contre la corruption n'a qu'un effet temporaire. Les acteurs responsables de la corruption développe de nouvelles stratégie pour commettre leur salle besoin. C'est donc pour cette raison qu'on ne constate pas une baisse stable de cet indice

#### ○ Evolution de revenu national par habitant



Source : auteur, 2016

Ce graphique retrace la situation économique de notre pays en matière de richesse par habitant de 1985 à 2015 nous permettant ainsi de dire que le taux de croissance économique du Bénin, comme la plupart des pays d'Afrique connaît une évolution non régulière. En effet ce graphique peut s'expliquer sur deux phases. D'une part, De 1985 à 2000, on note une faible croissance du PIB allant de 243 en 1985 à 373 en 2000. Cette faible croissance peut s'expliquer par le faible niveau de l'exportation au cours de cette période. D'autre part, de 2004 à 2014, le RNH a connu une évolution normale pour atteindre son niveau le plus élevé en 2014 qui est de 893 grâce aux apports importants combinés du secteur primaire et tertiaire. Cependant au cours de cette période le revenu national par habitant a connu aussi des bas comme en 2000 et en 2011.

#### Test de stationnarité sur les variables

Le texte en niveau sur les séries est l'étape primordiale d'étude de la stationnarité. Il est qualifié du test de Dickey-Fuller Augmenté. Ce test permet de savoir si les séries sont stationnaires ou intégrées. Les tableaux ci-dessous présentent les résultats du test de stationnarité sur les variables.

**Tableau 1 : Présentation des résultats du test ADF en niveau sur les variables.**

Variabes	t-statistique	Valeur critique au seuil de 5%	Probabilité	Conclusion
IDH	-1.272294	-2.963972	0.6291	Non stationnaire
TO	-1.475055	-2.963972	0.5322	Non stationnaire
INV	-0.717780	-2.963972	0.8273	Non stationnaire
ICP	-1.157626	-2.963972	0.6792	Non stationnaire
RNH	-0.255116	-2.967767	0.9201	Non stationnaire

Source : Estimation sous Eviews 7

De l'analyse du tableau sur les résultats du test de stationnarité, il ressort qu'aucune des variables n'est stationnaire en niveau. La recherche de l'ordre de l'intégration devient nécessaire.

#### Tests d'ADF en différence première

La non stationnarité des séries nous conduit à voir si nos variables sont intégrées d'ordre un (1). Le tableau présente les résultats des tests de stationnarité en différence première sur les variables.

**Tableau 2 : Présentation des résultats du test ADF en différence première**

Variabes	t-statistique	Valeur critique au seuil de 5%	Probabilité	Conclusion
IDH	-4.173093	-1.952910	0.0002	Stationnaire
TO	-5.371971	-1.952910	0.0000	Stationnaire
INV	-3.630730	-1.952910	0.0007	Stationnaire
ICP	-6.465075	-1.952910	0.0000	Stationnaire
RNH	-7.811022	-1.952910	0.0000	Stationnaire

Source : Estimation sous Eviews 7

Le tableau montre que toutes les variables du modèle sont stationnaires en différence première. D'où elles sont intégrées d'ordre un (1) alors que la série de l'IDH est intégrée

d'ordre 2. Le fait que toutes les séries sont intégrées d'ordre un (1) nous fait penser à la présence de relations de cointégration.

### Test de cointégration de JOHANSEN

L'analyse du test de cointégration de Johansen fait apparaître l'existence de deux (2) relations de cointégration au seuil de 5% entre les variables du modèle.

Il y a donc nécessité de réaliser un Modèle modifié, modèle à Correction d'Erreur (MCE).

- **Estimation du modèle de long terme.**

Il s'agit d'estimer le modèle suivant :

$$IDH_t = \beta_0 + \beta_1 TO + \beta_2 INV_t + \beta_3 ICP_t + \beta_4 RNH_t + \mu_t$$

**Tableau 3 : Présentation des résultats d'estimation du modèle (2) de long terme.**

Variables	Coefficients	Std-Error	t-satistic	Probabilités
<b>C</b>	-2.089298	0.119879	-17.42837	0.0000*
<b>TO</b>	0.020667	0.109723	1.047833	0.0344**
<b>INV</b>	0.102975	0.013026	7.905515	0.0000*
<b>ICP</b>	0.059194	0.055439	1.067734	0.2955
<b>RNH</b>	0.072377	0.030456	2.376447	0.0251**
<b>R<sup>2</sup>= 0.976687</b>			F-statistic = 272.3106	
<b>R<sup>2</sup>ajusté=0.973100</b>			Prob(F-statistic) = 0.000000	
<b>DW=0.866344</b>				
*seuil de significativité à 1%				
**seuil de significativité à 5%				
***seuil de significativité à 10%				

- **Qualité de la régression**

De l'analyse du tableau, il ressort que le coefficient de détermination  $R^2 = 0,976687$  indique que la qualité de la régression du modèle de long terme est bonne. C'est-à-dire que les fluctuations de l'indice de développement sont expliquées à 97,6687% par les variables explicatives du modèle.

- **Significativité des variables du modèle de long terme**

De l'analyse du tableau, il ressort que les coefficients de taux d'ouverture officiel l'investissement et le revenu national par habitant sont significativement différents de zéro (0) excepté la balance commerciale, avec pour probabilités respectives  $prob = 0,0344$  ;  $prob = 0,0000$  ;  $prob = 0,0251$ . Toutes ces variables sont significatives au seuil de 5%. Pour apprécier la qualité de notre modèle, quelques tests sont donc effectués.

- **Vérification de la normalité des erreurs**

La statistique de Jarque Bera est définie par :

$$JB = n \frac{S}{6} + \frac{(K-3)}{24}$$

Où S est le coefficient de dissymétrie (Skewness) et K le coefficient d'aplatissement (Kurtois). JB suit sous l'hypothèse de normalité une loi de Khi-deux à deux degrés de liberté.

On accepte au seuil de 5%, l'hypothèse de normalité si  $JB < 5,99$  ou si probabilité  $> 0,05$ .

Les résultats du test effectué à l'aide du logiciel Eview7 montrent que la probabilité associée au test de JB (0,253306) est supérieur à 5%. Les séries IDH, TO, INV, ICP et RNH sont normales sur la période 1985 à 2015.

- **Test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey**

La valeur de probabilité 0,0117 (voir annexe) obtenue est inférieure à 5%. Les faibles valeurs de probabilités indiquent que l'hypothèse nulle est fortement rejetée.

Nous devons, cependant, être un peu prudents d'accepter ce résultat sans une analyse supplémentaire

- **Test de White**

La valeur de la probabilité obtenue  $R^2 = 0,0860$  (annexe) est supérieure à 5%. Nous pouvons conclure que les erreurs sont homoscédastiques.

- **Les tests de stabilité**

Il s'agit du test CUSUM et CUSUM carré de stabilité. Les résultats obtenus après instruction sous Eviews montrent que les courbes respectives sur le test CUSUM et CUSUM carré de stabilité ne coupent pas le corridor (annexe). Nous pouvons conclure que le modèle est structurellement et ponctuellement stable sur chacun de ces tests.

Estimation du modèle à correction

L'estimation du modèle de court terme permet d'avoir l'effet immédiat d'une politique macroéconomique sur un phénomène étudié. Il s'agit ici d'observer comment les variables explicatives de notre modèle affectent la pauvreté au Bénin. Le modèle de court terme à estimer est le suivant :

$$d(idh) = \beta_0 + \beta_1 d(to) + \beta_2 d(inv) + \beta_3 d(icp) + \beta_4 d(rnh) + resid(-1)$$

Les résultats d'estimation du modèle de court terme sont consignés dans le tableau suivant.

**Tableau 4 : Présentation des résultats d'estimation du modèle**

Variables	Coefficients	Std-Error	t-satistic	Probabilités
<b>C</b>	0.006209	0.005351	1.160264	0.2574
<b>D(TO)</b>	0.029086	0.021715	1.339440	0.1930
<b>D(INV)</b>	0.071635	0.029504	2.428003	0.0230**
<b>D(ICP)</b>	0.050505	0.042662	1.183843	0.2481
<b>D(RNH)</b>	0.040743	0.027195	1.498168	0.1471
<b>RESID(-1)</b>	-0.453532	0.182250	-2.488512	0.0202**
<b>R<sup>2</sup> = 0.35220</b>			F-statistic = 2.609750	
<b>R<sup>2</sup>ajusté = 0.217248</b>			Prob(F-statistic) = 0.050725	
<b>DW = 2.051713</b>				
*seuil de significativité à 1%				
**seuil de significativité à 5%				
***seuil de significativité à 10%				

Source : Estimation sous Eviews 7

De l'analyse du tableau, il ressort que le coefficient associé à la force de rappel est négatif (-0,453532) et significativement différent de zéro (0) au seuil statistique de 5%. Il existe bien un mécanisme à correction d'erreur. A long terme les déséquilibres entre la pauvreté et les quatre variables explicatives se compensent de sorte que les séries ont des évolutions similaires.

- **Qualité de régression**

Le coefficient de régression  $R^2 = 0,352205$  indique que la qualité de la régression n'est pas bonne. C'est-à-dire que la pauvreté est à 35,22% expliquée par les variables explicatives du modèle. De même la  $prob(F\text{-statistic}) = 0,04072$  est inférieure à 5%. Alors le modèle de court terme est globalement significatif.

- **Significativité des variables du modèle de court terme.**

De l'analyse du tableau, il ressort que les coefficients de taux d'ouverture officiel, l'indice de perception de la corruption et le revenu national par habitant ne sont pas significativement différents de zéro avec pour probabilités respectives  $\text{prob} = 0.1930$  ;  $\text{prob} = 0.2481$  ;  $\text{prob} = 0.1471$ . par contre la variable "investissement" est significative au seuil de 5% ( $\text{prob}=0.0230$ ). Il y a donc une corrélation entre ces variables explicatives et la variable expliquée. Pour apprécier la qualité de notre modèle, quelques tests sont donc effectués.

- **Test d'autocorrélation des erreurs de Breusch-Godfrey**

La probabilité  $\text{prob} > F$  attachée à la statistique est 0,2733 supérieure à 5% (voir annexe). Par conséquent, nous pouvons affirmer que les résidus du modèle de court terme ne sont pas autocorrélés.

- **Test d'hétéroscédasticité de ARCH.**

La valeur  $\text{Prob} > \chi^2 = 0,7623$  est supérieure à 5%, d'où on accepte l'hypothèse nulle  $H_0$ . Par suite, on peut conclure que la valeur de la variance du terme d'erreur est une constante. Par conséquent, nous assistons à la présence d'homoscédasticité.

- **Tests de stabilité**

Dans le cadre de notre étude les tests de CUSUM et de CUSUM Carré ont été effectués (annexe). Chaque test montre que la courbe correspondante ne coupe pas le corridor. Le modèle est donc structurellement et ponctuellement stable.

## **Paragraphe 2 : Interprétation des résultats d'estimation**

De l'estimation du modèle de long terme, il ressort que toutes les variables explicatives sont significatives excepté l'indice de perception de la corruption. En effet, les variables TO et RNH sont significatifs au seuil de 5% et le coefficient de la variable INV qui est significative à 1%. Ainsi, une augmentation de 1% du taux d'ouverture officiel, de l'investissement et du revenu national par habitant entraîne respectivement une hausse respective de l'IDH, indicateur de pauvreté, de 0,02 ; 0,10 et 0,07.

A court terme, une augmentation des investissements de 1% entraîne une augmentation une augmentation de l'IDH de 0,071635.

## **Section 2 : Validation des hypothèses et Recommandations.**

### **A. Validation des hypothèses**

H1 : Il ressort des résultats de la modélisation que Les investissements directs étrangers entrant nets ont un effet positif sur la réduction de la pauvreté au Bénin.

H2 : Il découle des résultats que le taux d'ouverture commerciale a une influence positive sur la réduction de la pauvreté au Bénin.

### **B. RECOMMADATIONS**

Une réforme commerciale ne peut favoriser la croissance si elle ne s'accompagne pas d'autres réformes qui augmentent la flexibilité des marchés existants (ce qui réduit les coûts d'ajustement) et facilitent la création de marchés dont les pauvres peuvent tirer parti. Certaines des réformes les plus importantes à cet égard sont présentées ci- dessous.

#### **➤ Développement de l'infrastructure.**

L'amélioration des voies routières et la baisse du coût des transports facilitent l'accès des pauvres aux marchés essentiels pour l'écoulement de leur production et leur permettent de bénéficier des opportunités offertes par la libéralisation des échanges.

#### **➤ Expansion des marchés.**

Pour encourager l'expansion des marchés, il faut les déréglementer et supprimer les monopoles (le commerce d'État, par exemple) qui pourraient pénaliser les pauvres ou les empêcher de bénéficier de la libéralisation des échanges. Les autres aspects peut-être plus importants pour les pauvres sont l'assistance technique, les services de vulgarisation agricole et la formation aux pratiques commerciales les plus récentes dont ils peuvent avoir besoin pour profiter des nouvelles opportunités de marché. Le développement de marchés du crédit constitue une autre façon de faciliter les achats d'intrants importants pour stimuler le secteur marchand.

#### **➤ Mobilité et formation de la main-d'œuvre.**

Les rigidités du marché du travail peuvent aussi limiter les possibilités qu'ont les pauvres de changer de travail pour profiter des nouveaux débouchés et de minimiser les coûts de la libéralisation des échanges. La formation et d'autres formes d'assistance peuvent aussi aider les pauvres à laisser leur emploi dans des secteurs qui souffrent de la libéralisation des échanges pour travailler dans des secteurs qui en bénéficient.

## CONCLUSION

Le but fondamental de cette étude a été de déterminer l'analyse de l'ouverture commerciale sur la réduction de la pauvreté au Bénin. Elle s'est faite suivant une analyse descriptive et une approche économétrique qui a permis d'établir une relation de court terme et de long terme entre le taux d'ouverture, l'investissement, l'indice de perception de la corruption, le revenu nationale par habitant et de l'indice de développement humains.

Il se dégage de ces différentes analyse un faible effet de ces variables sur l'indice de développements humains et ceci principalement à court terme. Sur le long terme l'analyse tend apprendre des proportions un peu plus considérable mais demeure quand même insuffisant pour véritablement s'intitule une croissance assez croissante pouvant réduire la pauvreté.

L'utilisation du principe de mécanisme de moindre carre ordinaire comme outil d'analyse a permis de constater l'existence du relation stable de court et de long terme entre la variable dépendent et les variables explicatives ;à court terme et long terme,

Le taux d'ouverture et le revenu national humain impactent positivement l'indice de développement humain tandis que l'indice de perception de la corruption à un effet réductionnel sur l'IDH.

Au total, des recommandations ont été formulées pour une véritable politique d'ouverture commerciale et la réduction de la pauvreté. Une politique d'expansion des marchés s'avère donc important. Pour encourager l'expansion des marchés, il faut les déréglementer et supprimer les monopoles (le commerce d'État, par exemple) qui pourraient pénaliser les pauvres ou les empêcher de bénéficier de la libéralisation des échanges. Les autres aspects peut-être plus importants pour les pauvres sont l'assistance technique, les services de vulgarisation agricole et la formation aux pratiques commerciales les plus récentes dont ils peuvent avoir besoin pour profiter des nouvelles opportunités de marché. Le développement de marchés du crédit constitue une autre façon de faciliter les achats d'intrants importants pour stimuler le secteur marchand.

La présente étude souffre de quelques insuffisances tant au niveau de la spécification du modèle qu'au niveau de l'analyse quantitative des résultats. Pour des raisons d'orientation de recherche et aussi pour réduire le champ de l'analyse, l'étude a occulté certaines variables dont l'influence est sans doute non négligeable sur l'implication de la politique d'ouverture commerciale et de la réduction de la pauvreté au Bénin.

Toutefois, il est utile de rappeler que les insuffisances ci-dessus citées n'entachent pas les résultats et la portée de ce travail. Elles constituent simplement des éléments d'approfondissement du cadre d'analyse.

## Références bibliographiques

Abel G. 2013, Le Bénin en Afrique de l'Ouest

Ministère de l'Economie et des Finances, Tableau de Bord de l'Économie Nationale TaBEN, mars 2013

African Development Bank, [www.afdb.org/fr/countries/west-africa/benin/benin-economic-outlook/](http://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/benin/benin-economic-outlook/)

Bruno A. «Vision Bénin Alafia 2025», accessible sur [www.education.benin.bj/](http://www.education.benin.bj/)

Ministère de l'Economie et des Finances, Tableau de Bord de l'Économie Nationale TaBEN, mars 2013, accessible sur [http://www.finances.bj/IMG/pdf/sorties\\_tabenx-3.pdf](http://www.finances.bj/IMG/pdf/sorties_tabenx-3.pdf)

Ministère de l'Économie et des Finances, Note de conjoncture, avril 2013

Ministère de l'Économie et des Finances, Note de conjoncture, mars 2013, accessible sur <http://www.finances.bj/spip.php?article1291>

Pierre S. (2012), OUVERTURE ET PAUVRETE : QUELLE OUVERTURE ?

Nadia L. (2005), L'impact du degré d'ouverture sur la croissance économique

Dollar D. « Outward-Oriented Developin

g Economies Really Do Grow More Rapidly:

Evidence from 95 LDCs, 1976-85 », *Economic development and cultural Change*, Vol. 40 (3), 1992, 523-544.

Prebisch R. « The Economic Development of Latin America and its Principle Problem », UNECLA, Santiago, 1950.

Rivera A. et Romer P. « International Trade with Endogenous Technological Change », *European Economic Review*, Vol. 35, Issue 4, 1991, 971-1001.

Rodriguez, F. et Rodrik, D., « Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's guide to the Cross National Evidence », dans B. Bernanke et K. Rogoff, *Macroeconomics Annual 2000*, MIT Press, Boston, 2000.

Romer, P., «Endogenous Technological Change », *Journal of Political Economy*, Vol.98, Issue 5, Part 2, 1990, 71-102.

Sachs, J. et Warner, A., « Economic Reform and the of Global Integration », Brookings Papers on Economic Activities, vol. 1, 1995, 1-118.

Singer, H., « The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries », American Economic Review (Papers and Proceedings), vol. 40, 1950, 473-85.

Solow, R., « Technical Change and the Aggregate Production Function », Review of Economics and Statistics, vol. 39, n°3, 1957, 312-320.

Afrique de l'Ouest : Le nouveau défi : Réaliser les bénéfices de la paix, 19 mars 2004 section Actualité du site web Le Groupe Banque Mondiale.  
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEILEXTN/NEWSFRENCH/0,,contentMDK:20513706~pagePK:64257043~piPK:437376~theSitePK:1074931,00.html>

OMC : Examen des politiques commerciales,

[http://www.wto.org/french/tratop\\_f/tp\\_rep\\_f.htm#chronologically](http://www.wto.org/french/tratop_f/tp_rep_f.htm#chronologically)

Geoffrey J. et Kamau T. 2001, (Commerce international et réduction de la pauvreté)

Geoffrey J. and Kamau T., 2001, "International Trade and Poverty Alleviation," IMF Working Paper 01/54 (Washington: International Monetary Fund).

David D. and Aart K., 2001, "Trade, Growth and Poverty," Development Research Group, World Bank (Washington); voir également l'article paru sous le titre «Échanges, croissance et pauvreté» dans le numéro de septembre 2001 de Finances & Développement.

Francisco R. and Dani R., 1999, "Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence," NBER Working Paper No. 7081 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

Alan W., 2000, "Trade Liberalization and Poverty," paper prepared for the United Kingdom's Department for International

Development (Brighton, United Kingdom: University of Sussex)

## TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT .....	1
DEDICACES .....	2
REMERCIEMENTS .....	3
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES .....	5
SOMMAIRE .....	6
Résumé .....	i
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE .....	3
Section 1 : Cadre théorique de l'étude.....	3
Paragraphe 1 : Problématique .....	3
Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèse de l'étude .....	6
Paragraphe 3 : La revue de la littérature.....	7
Section 2 : La méthodologie de recherche.....	15
Paragraphe 1 : Source des données et présentation des variables.....	15
CHAPITRE 2 : PRESENTATION, ANALYSE, L'INTERPRETATION ET RECOMMANDATION .....	21
Section 1 : Analyse descriptive et présentation des variables de l'étude .....	21
Paragraphe 1 : Analyse de l'évolution des variables d'étude entre 1985 et 2015 .....	21
Paragraphe 2 : Interprétation des résultats d'estimation.....	30
Section 2 : Validation des hypothèses et Recommandations.....	31
A. Validation des hypothèses.....	31
B. RECOMMADATIONS.....	31
CONCLUSION.....	32
Références bibliographiques.....	34
TABLE DES MATIERSE .....	36
ANNEXE .....	35

## ANNEXE

Null Hypothesis: IDH has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.272294	0.6291
Test critical values: 1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

Null Hypothesis: D(IDH) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.173093	0.0002
Test critical values: 1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: TO has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.475055	0.5322
Test critical values: 1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

---



---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(TO) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

---



---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.371971	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

---



---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: INV has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

---



---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.717780	0.8273
Test critical values: 1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

---



---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(INV) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

---



---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.630730	0.0007
Test critical values: 1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	

---



---

---



---

10% level -1.610011

---



---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: ICP has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

---



---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.157626	0.6792
Test critical values: 1% level	-3.670170	
5% level	-2.963972	
10% level	-2.621007	

---



---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(ICP) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

---



---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.465075	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

---



---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: RNH has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

---



---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.255116	0.9201

---



---

Test critical values: 1% level	-3.679322
5% level	-2.967767
10% level	-2.622989

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(RNH) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.811022	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.647120	
5% level	-1.952910	
10% level	-1.610011	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Date: 07/17/16 Time: 09:42  
 Sample (adjusted): 1987 2015  
 Included observations: 29 after adjustments  
 Trend assumption: Linear deterministic trend (restricted)  
 Series: IDH TO INV ICP RNH  
 Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.679728	100.8196	88.80380	0.0052
At most 1 *	0.590957	67.80063	63.87610	0.0225
At most 2	0.517484	41.87652	42.91525	0.0633
At most 3	0.365339	20.74303	25.87211	0.1906
At most 4	0.229420	7.557741	12.51798	0.2899

Trace test indicates 2 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

\* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

\*\*MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

Date: 07/17/16 Time: 09:42

Sample (adjusted): 1987 2015

Included observations: 29 after adjustments

Trend assumption: Linear deterministic trend (restricted)

Series: IDH TO INV ICP RNH

Lags interval (in first differences): 1 to 1

Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)

Hypothesized	Trace	0.05		
No. of CE(s)	Eigenvalue	Statistic	Critical Value	Prob.**
None *	0.679728	100.8196	88.80380	0.0052
At most 1 *	0.590957	67.80063	63.87610	0.0225
At most 2	0.517484	41.87652	42.91525	0.0633
At most 3	0.365339	20.74303	25.87211	0.1906
At most 4	0.229420	7.557741	12.51798	0.2899

Trace test indicates 2 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level

\* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level

\*\*MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values

#### Pairwise Granger Causality Tests

Date: 07/17/16 Time: 09:43

Sample: 1985 2015

Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
TO does not Granger Cause IDH	29	0.19673	0.8227
IDH does not Granger Cause TO		2.27365	0.1247
INV does not Granger Cause IDH	29	0.45929	0.6372
IDH does not Granger Cause INV		1.70529	0.2030
ICP does not Granger Cause IDH	29	0.22391	0.8010
IDH does not Granger Cause ICP		4.14304	0.0285
RNH does not Granger Cause IDH	29	0.41861	0.6627
IDH does not Granger Cause RNH		0.43615	0.6515
INV does not Granger Cause TO	29	1.08917	0.3526
TO does not Granger Cause INV		0.02835	0.9721
ICP does not Granger Cause TO	29	1.40802	0.2641

TO does not Granger Cause ICP		2.75452	0.0838
RNH does not Granger Cause TO	29	3.30003	0.0542
TO does not Granger Cause RNH		1.00268	0.3818
ICP does not Granger Cause INV	29	0.84253	0.4430
INV does not Granger Cause ICP		5.72645	0.0093
RNH does not Granger Cause INV	29	0.23719	0.7907
INV does not Granger Cause RNH		2.01630	0.1551
RNH does not Granger Cause ICP	29	2.93400	0.0725
ICP does not Granger Cause RNH		0.12674	0.8815

Dependent Variable: IDH

Method: Least Squares

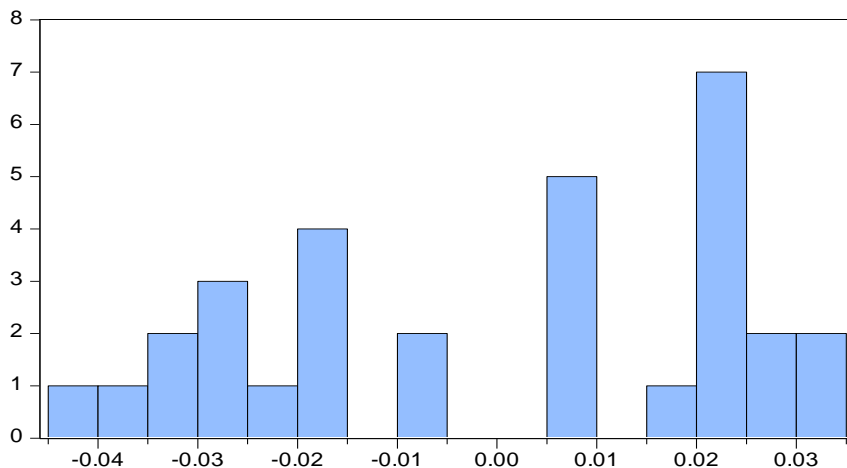
Date: 07/17/16 Time: 09:44

Sample: 1985 2015

Included observations: 31

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-2.089298	0.119879	-17.42837	0.0000
TO	0.020667	0.109723	1.047833	0.0344
INV	0.102975	0.013026	7.905515	0.0000
ICP	0.059194	0.055439	1.067734	0.2955
RNH	0.072377	0.030456	2.376447	0.0251
R-squared	0.976687	Mean dependent var	-0.950336	
Adjusted R-squared	0.973100	S.D. dependent var	0.156877	
S.E. of regression	0.025730	Akaike info criterion	-4.335654	
Sum squared resid	0.017212	Schwarz criterion	-4.104366	
Log likelihood	72.20263	Hannan-Quinn criter.	-4.260260	

F-statistic            272.3106      Durbin-Watson stat    0.866344  
 Prob(F-statistic)    0.000000



Series: Residuals	
Sample 1985 2015	
Observations 31	
Mean	2.81e-16
Median	0.005905
Maximum	0.032893
Minimum	-0.041915
Std. Dev.	0.023953
Skewness	-0.223958
Kurtosis	1.612359
Jarque-Bera	2.746312
Probability	0.253306

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic            5.390826      Prob. F(2,24)            0.0117  
 Obs\*R-squared        9.609411      Prob. Chi-Square(2)    0.0082

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic            2.043101      Prob. F(14,16)            0.0860  
 Obs\*R-squared        19.87978      Prob. Chi-Square(14)    0.1340  
 Scaled explained SS   4.281646      Prob. Chi-Square(14)    0.9935

Ramsey RESET Test

Equation: UNTITLED

Specification: IDH C TO INV ICP RNH

Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	3.800368	25	0.0008

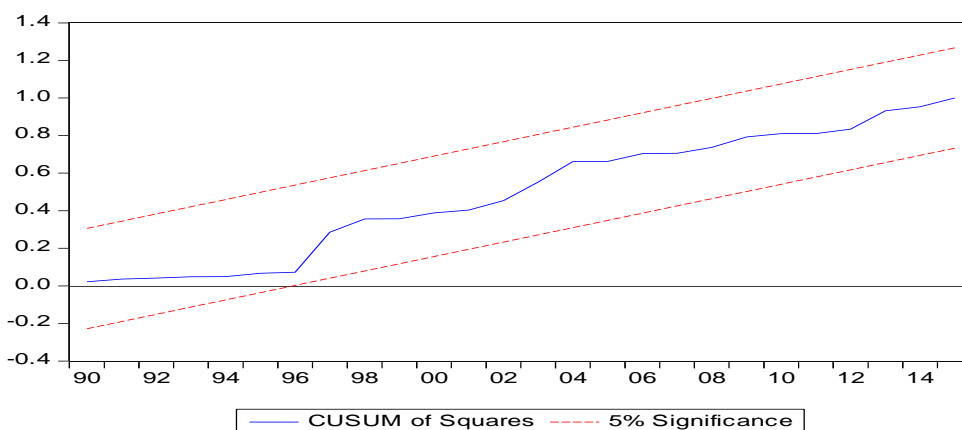
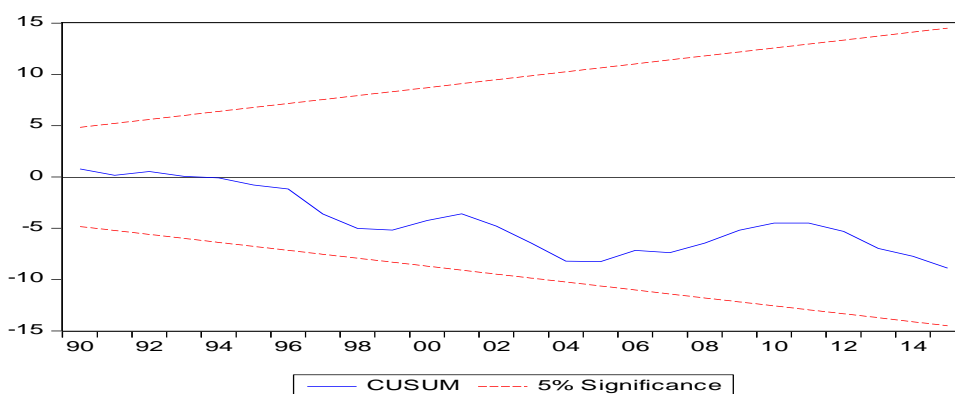
F-statistic	14.44280 (1, 25)	0.0008
Likelihood ratio	14.13524 1	0.0002

F-test summary:

	Sum of	Mean
	Sq. df	Squares
Test SSR	0.006303 1	0.006303
Restricted SSR	0.017212 26	0.000662
Unrestricted SSR	0.010910 25	0.000436
Unrestricted SSR	0.010910 25	0.000436

LR test summary:

	Value	df
Restricted LogL	72.20263	26
Unrestricted LogL	79.27026	25



d(idh) c d(to) d(inv) d(icp) d(rnh) (resid(-1))

Dependent Variable: D(IDH)

Method: Least Squares

Date: 07/17/16 Time: 09:53

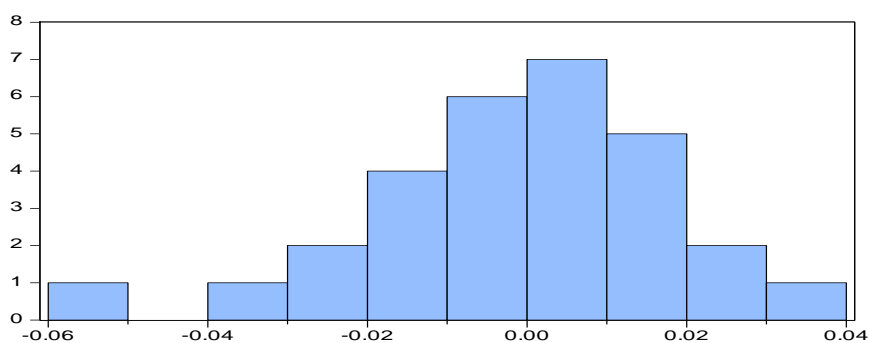
Sample (adjusted): 1986 2015

Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.006209	0.005351	1.160264	0.2574
D(TO)	0.029086	0.021715	1.339440	0.1930
D(INV)	0.071635	0.029504	2.428003	0.0230
D(ICP)	0.050505	0.042662	1.183843	0.2481
D(RNH)	0.040743	0.027195	1.498168	0.1471
RESID(-1)	-0.453532	0.182250	-2.488512	0.0202

R-squared	0.352205	Mean dependent var	0.017395
Adjusted R-squared	0.217248	S.D. dependent var	0.022875
S.E. of regression	0.020239	Akaike info criterion	-4.785584
Sum squared resid	0.009831	Schwarz criterion	-4.505344
Log likelihood	77.78376	Hannan-Quinn criter.	-4.695933
F-statistic	2.609750	Durbin-Watson stat	2.051713
Prob(F-statistic)	0.040725		



Series: Residuals	
Sample 1987 2015	
Observations 29	
Mean	-0.000234
Median	0.002646
Maximum	0.034638
Minimum	-0.057808
Std. Dev.	0.019665
Skewness	-0.732254
Kurtosis	3.887214
Jarque-Bera	3.542750
Probability	0.170099

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

Obs*R-squared	2.594212	Prob. Chi-Square(2)	0.2733
---------------	----------	---------------------	--------

Heteroskedasticity Test: ARCH

F-statistic	0.093425	Prob. F(1,26)	0.7623
Obs*R-squared	0.100251	Prob. Chi-Square(1)	0.7515

